

Brochure n° 3258

Convention collective nationale

IDCC : 1597. – **BÂTIMENT**

Ouvriers

(Entreprises occupant plus de 10 salariés)

AVENANT N° 12 BIS DU 10 JUILLET 2009

**RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX
(BOURGOGNE)**

NOR : ASET0950860M

IDCC : 1597

Article 1^{er}

En application des articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les organisations représentatives d'employeurs et de salariés se sont réunies et ont déterminé les salaires mensuels minimaux des ouvriers du bâtiment de la région Bourgogne applicables à compter du premier jour du mois civil suivant la publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Article 2

Les parties signataires du présent accord ont arrêté :

- la partie fixe (PF) à 558,121 € ;
- et la partie variable (VP) à 4,750 €,

pour les coefficients 170 et suivants.

Par dérogation aux articles 12.8 et 12.9 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990, concernant les ouvriers employés par les entreprises non visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont fixé forfaitairement le barème du coefficient 150, pour un horaire mensuel de 151,67 heures, à 1 345,06 €.

Soit une grille qui s'établit ainsi du coefficient 150 au coefficient 270 :

(En euros.)

| CATÉGORIE | SALAIRE HORAIRE | SALAIRE MENSUEL |
|--|-----------------|----------------------|
| Niveau I Position 1, coefficient 150 Position 2, coefficient 170 | 8,87 9,00 | 1 345,06 1 365,03 |
| Niveau II Coefficient 185 | 9,47 | 1 436,31 |
| Niveau III Position 1, coefficient 210 Position 2, coefficient 230 | 10,26 10,88 | 1 556,13 1 650,17 |
| Niveau IV Position 1, coefficient 250 Position 2, coefficient 270 | 11,51 12,14 | 1 745,72 1 841,27 |

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail du ministère du travail et remis au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dijon.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville.

Fait à Dijon, le 10 juillet 2009.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

FBRB ;
Est SCOP BTP.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;
URCBB CFDT ;
URB CFTC.